



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

crédit d'impôt

Question écrite n° 91911

Texte de la question

M. Simon Renucci attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie et du développement durable sur un amendement présenté par les députés Branget et Raison, rejeté lors de l'examen de la loi de finances rectificative pour 2005. Il s'agissait d'une proposition visant à instituer un crédit d'impôt pour toute installation d'un équipement de récupération et de traitement des eaux de pluie, ainsi que pour les travaux que cette installation impliquerait. Le Gouvernement et le chef de l'État appellent nos concitoyens à toujours plus de responsabilisation écologique, à modifier leurs comportements et consommation. Il apparaît donc paradoxal de ne pas mobiliser les moyens adéquats. La planète manque d'eau, dans notre pays, les scientifiques constatent une diminution du taux de pluviométrie. Il souhaite savoir quelles mesures concrètes le Gouvernement compte prendre et en particulier comment il compte soutenir l'opportun amendement de ses collègues.

Texte de la réponse

La ministre de l'écologie et du développement durable a pris connaissance, avec intérêt, des questions concernant la récupération des eaux de pluie et les mesures incitatives pouvant être mises en oeuvre pour la développer. La récupération des eaux de pluie pour certains usages permet de limiter la consommation d'eau potable et les prélèvements sur la ressource naturelle. Elle permet aux usagers de faire des économies et de préserver la ressource en eau. La récupération des eaux de pluie et l'utilisation de ressources alternatives (réutilisation des eaux usées notamment) méritent d'être développées à ce double titre. La récupération des eaux de pluie présente par ailleurs un intérêt en limitant les impacts des rejets d'eau pluviale en milieu urbain, face notamment à la croissance de l'imperméabilisation des sols et aux problèmes d'inondation qui peuvent en découler. Elle peut ainsi conduire à une réduction des dépenses prises en charge par les communes pour collecter les eaux de pluie. Le crédit d'impôt sur la récupération des eaux de pluie pour les particuliers, voté lors de l'examen du projet de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques à l'Assemblée nationale, constitue un signal favorable à son développement. Les eaux de pluie peuvent notamment être utilisées pour tous les usages ne nécessitant pas une qualité sanitaire particulière : arrosage des jardins et espaces verts, évacuation des eaux vannes, lavage des voitures. Il convient simplement de prendre des précautions pour qu'elles ne puissent pas être introduites accidentellement dans le réseau d'alimentation en eau potable. Par ailleurs, lorsqu'elles sont utilisées pour des usages d'évacuation vers les égouts, les volumes utilisés doivent être pris en compte pour l'assiette des redevances perçues par les communes pour financer leur service d'assainissement collectif public.

Données clés

Auteur : [M. Simon Renucci](#)

Circonscription : Corse-du-Sud (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 91911

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : écologie

Ministère attributaire : écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 avril 2006, page 3798

Réponse publiée le : 1er août 2006, page 8063